L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 75 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 14 AVRIL.

L'Entente Americano-Russe.

Divers télégrammes ont fait mention d'un différend qui se serait élevé entre M. Schuyler, chargé d'affaires des Etats-Unis en Russie, et le cabinet de Saint-Pétersbourg, différend à la suite duquel le rappel de M. Schuyler aurait été demandé. Bien, que nous ayons été assuré depuis que la démarche attribuée au gouvernement russe n'avait point eu lieu, il est très-désirable de connaître les circonstances qui ont amené ces rumeurs; entre qu'elles ne sont peut-être pas aussi dénuées de fondement qu'on le dit, elles soulèvent une question qui a une certaine importance pour l'Europe: celle de la durée de l'entente américo-russe.

L'on sait en effet que dès la guerre de Crimée, à cette époque, les rancunes nées en Amérique des guerres soutenues contre l'Angleterre n'étaient point encore éteintes, et des contrées de divers autres natures, telles que celles soulevées par la naturalisation des irlandais qui émigraient en masse aux Etats-Unis, avaient beaucoup contribué à les raviver. L'empire, d'un autre côté, était loin d'avoir alors la popularité qu'il a eue depuis parmi les Américains: il leur inspirait si peu de sympathies qu'ils oublièrent momentanément tout ce qu'ils devaient à la France et portèrent leurs vœux, dans le Nord tout au moins, du côté de la Russie. Lors de la guerre de sécession, les Russes, qui voyaient dans le Sud une sorte de Pologne, ne ménagèrent point les témoignages d'amitié aux Etats du Nord, qui le montrèrent très sensibles. Ce fut là la belle époque de l'alliance.

Cette alliance, il est à peine nécessaire de le dire, fut néanmoins, toute idéale qu'elle fut, on écrit ne la scella jamais, et comme elle ne reposait ni sur une communauté d'intérêts, ni sur des affinités de race ou d'idées, elle ne pouvait avoir de fondement sérieux et devait nécessairement être compromise au premier froissement.

Ce refroidissement se produisit à l'occasion de certains agissements de M. Catacazy, ministre de Russie à Washington, sous la première administration du général Grant. Ce diplomate, ruminant et entêté, pensait que le secrétaire d'Etat américain, M. Fish, et avait trouvé quelque chose de plus simple de faire attaquer dans la presse américaine, par des moyens plus ou moins avouables, le ministre auprès duquel il était accrédité. M. Fish qui trouva le procédé par trop insolite demanda le rappel de son auteur.

Le prince Gortschakoff mit quelque lenteur à satisfaire M. Fish, de sorte que lorsque le prince Alexis arriva aux Etats-Unis, M. Catacazy était encore en la qualité officielle. Le fils du Czar trouva en Amérique un accueil enthousiaste partout on le reçut avec des démonstrations de joie extraordinaires, excepté à Washington, où on ne sut trop comment bien qu'on eut l'intention de lui être désagréable, mais parceque le général Grant se refusa ruellement à faire un prince alliance invitation à laquelle M. Catacazy avait nécessairement prendre part. Peu de temps après, M. Fish ayant insisté pour que M. Catacazy fut rappelé, on fit droit à sa demande: mais cette circonstance, jointe à ce qu'on considérait à Saint-Pétersbourg comme un affront fait au prince Alexis, refroidit singulièrement les relations jusqu'alors si cordiales des deux gouvernements.

Sur ces entrefaites, M. Curtin, qui était ministre des Etats-Unis à Saint-Pétersbourg, mourut, et le président, qui, en vue de sa troisième candidature, cherchait à se concilier le sud, choisit, pour le remplacer, M. Orr de la Caroline du Sud. M. Orr avait joué un rôle important dans l'histoire parlementaire des Etats-Unis, et, bien qu'il eût pris part pour le Sud, il avait conservé des Nord des amis et un renom de grande honnêteté. En le nommant, le président croit faire un excellent choix, et tout le monde l'approuva. Malheureusement, les émotions de la guerre de sécession avaient exercé une influence fâcheuse sur la santé et sur l'intelligence de M. Orr. N'était plus que l'ombre de lui-même et l'aliénation parlaient des lueurs accourcissaient sous son influence le jour où il fut reçu pour la première fois par l'empereur qui s'en aperçut et qui en montra profondement blessé. M. Orr, revenu à lui-même, se sermonna jamais de cette oubli avec gaîté: il en mourut.

Les choses en étaient là lorsque la Russie conçut le projet de la conférence de Bruxelles. Le prince Gortschakoff la convia aussi aux Etats-Unis. L'parut que l'empereur n'apprit ce détail que longtemps après, ce qui est certain, c'est que M. Jewell, qui avait remplacé M. Orr et qui était en ce moment de se faire bien venir de la cour impériale, se laissa persuader de causer de cette exclusion avec l'empereur, qui ordonna aussitôt d'adresser une invitation aux Etats-Unis. Mais M. Fish jugea qu'elle venait trop tard et la déclina froidement.

On voit, par ces faits, que, dès l'année 1872, la bonne entente américano-russe était fort compromise. Arrivons à l'incident Schuyler et voyons quelle portée il a pu avoir.

M. Schuyler, abondamment chargé d'affaires des Etats-Unis en Russie, est depuis un certain nombre d'années, premier secrétaire de la légation américaine à Saint-Pétersbourg. C'est un homme très-fugitif, très-instruit, ayant le goût des explorations et des études géographiques, et ayant fourni sur les matières des travaux aussi intéressants que solides à divers publications savantes anglaises.

Vers la fin de 1873, M. Schuyler, qui avait fait de l'Asie centrale l'objet d'études sérieuses, résolut d'aller parcourir cette région. Il la parcourut longuement, pénétrant dans des localités où à peine un ou deux Russes avaient pénétré, observant minutieusement tout ce qui était digne d'être observé, interrogeant les Russes et les Européens, aussi bien que les indigènes, et donnant enfin la peine de se renseigner près de l'autorité. Lorsqu'il revint à Saint-Pétersbourg, il était en possession de faits extrêmement curieux, mais en partie défavorables aux fonctionnaires russes. Il tenta d'abord à les produire, même dans un rapport à son gouvernement, mais des personnages haut placés dans le monde russe l'encouragèrent à le faire au contraire avec un ménagement et à divulguer des vérités parfaitement connues dans de certaines régions, et que le gouvernement avait tout intérêt à connaître. M. Schuyler se laissa persuader et adressa à M. Jewell un long rapport sur le Turkestan russe, que le ministre américain envoya à Washington, en le recommandant à l'attention de M. Fish. Il a été publié dans le dernier volume de la correspondance diplomatique des Etats-Unis.

C'est un travail extrêmement intéressant auquel nous engageons tous ceux qui veulent connaître la situation politique et économique des populations de l'Asie centrale à avoir recours. M. Schuyler s'y exprime avec beaucoup de liberté sur le rôle de l'influence russe dans cette région, sur son avenir et particulièrement sur les procédés de l'administration ou plutôt des fonctionnaires russes.

La dépêche de M. Schuyler passa d'abord inaperçue à Saint-Pétersbourg, mais le général Tchernaïef la traduisit, la publia tout entière dans le journal qu'il dirige, le *Monde Russe*, et la fit précéder d'un article dans lequel il en ridiculisait toutes les assertions. Cette déclaration d'un officier aussi compétent que le général Tchernaïef, qui est, comme on le sait, le conquérant d'une partie du Turkestan, donna un grand retentissement à la dépêche de M. Schuyler. Les amis du lieutenant général Kaufmann, le héros de Khiva actuellement gouverneur du Turkestan russe, s'émurent et cherchèrent à le justifier dans le *Golos*.

Il s'en suivit une polémique dans laquelle la *Gazette de St. Pétersbourg* prit ainsi part, et qui offrait ceci de particulier, que personne ne contestait les faits avancés par M. Schuyler; toute la discussion portait sur la part de responsabilité qui incombait, à cet égard, au général Kaufmann et sur les motifs qui avaient déterminé la diplomatie américain à entretenir son gouvernement de ces faits auxquels il semblait devoir être indifférent.

Cette discussion publique actuelle mécontenté le cabinet de Saint-Pétersbourg, au point de le déterminer à demander le rappel de M. Schuyler. On affirme aujourd'hui qu'il n'en est rien. Ce qui est évident, c'est que dans cette affaire le ministre dans les hautes régions se partagea l'entière confiance et le général Kaufmann, et qu'il peut naître de la une situation embarrassante pour le chargé d'affaires américain. Quoi qu'il en soit, et si bon intérêt que quant être M. Schuyler et dans sa conduite, cette occasion n'est pas de nature à encourager une alliance suivant dernièrement encore la presse et déjà fortement ébranlée. (*Journal des Débats*.)

De Stl Vincent.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous prenons ici de payer à la Nouvelle-Orléans même depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à quelque poste-bureau qu'ils ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

Les deux Législatures.

Nous donnons ci-dessous le tableau comparé des deux listes de la législature, l'une d'après les retours réels de l'élection, l'autre d'après le travail frauduleux de manipulation du Bureau des retours. La première liste comprend 10 sénateurs démocrates et 8 républicains, 70 représentants démocrates et 28 républicains (non compris les deux de Carrollt). La seconde liste comprend 10 sénateurs républicains et 8 démocrates, 53 représentants démocrates et 53 républicains. Le Bureau a référé à la Législature quatre paroisses donnant 5 représentants. Il y a un tout 111 sièges. Cinquante-six membres sont nécessaires pour faire un quorum.

SÉNATEURS D'ÉTAT.

	1er District.	
J. E. Grover, D		7782
W. Kelly, D		7730
H. D. Ogden, D		7744
J. G. Langles, R		3644
C. C. Claiborne, R		3566
C. E. Lewis, R		3569
	2me District.	
E. D. White, D		3240
J. Sanabor, R		2799
	3eme District.	
Wm Stevens, D		5464
Thomas Carey, R		3688
	4eme District.	
J. B. Eustis, D		6729
D. J. Hutchinson, R		1335
	5eme District.	
A. Dumont, R		1995
J. B. Wilkinson D		1827
H. Mahoney, R		931
	6eme District.	
R. H. Chadbourn, R		6115
B. M. Turnbull, D		902
J. L. Montieu		3024
	7eme District.	
Pierre Landry, R		3367
Geo. K. Bowes, R		1627
	8eme District.	
F. M. Conde, D		5077
Oscar Crozier, R		4775
	9eme District.	
Wm. A. Robertson, D		6335
John J. Gardner		2804
Geo. H. Wells		899
R. H. Kirkman		792
	10eme District.	
John R. Breaux, R		3484
John Gair		2626
E. V. D. Bannerman		661
	11eme District.	
J. H. Burch, R		2436
R. F. Voung		1696
	12eme District.	
T. T. Allain, R		4123
E. T. King		3981
T. Maher		857
	13eme District.	
David Young, R		3071
A. B. Irvin		1471
	14eme District.	
J. A. Gila, R		3586
J. M. Billieu		3586
George C. Benham, R		3216
	15eme District.	
A. B. George, D		1.07
J. D. Harper		2501
	16eme District.	
J. B. Elam, D		3919
H. M. Twitchell		2501

REPRÉSENTANTS.

Élus réellement. Bureau des retours.

Orleans.	
A. A. Magiunis, D	A. A. Magiunis, D
Edwr Booth, D	Edwr Booth, D
G. L. Hall, D	G. L. Hall, D
W. J. Hammond, D	W. J. Hammond, D
C. H. Schenck, D	C. H. Schenck, D
W. B. Koontz, D	W. B. Koontz, D
J. A. Gilmore, D	J. A. Gilmore, D
Chas Byrne, D	Chas. Byrne, D
Chas. L. Walker, D	Chas. L. Walker, D
J. L. D. Aldige, D	J. L. D. Aldige, D
M. Sibilski, D	M. Sibilski, D
Chas. Roman, D	Chas. Roman, D
G. Pascal, D	G. Pascal, D
W. Dupre, D	W. Dupre, D
R. Jourdain, R	J. B. Jourdain, R
G. B. Burkhart, D	G. B. Burkhart, D
C. F. Seaman, D	C. F. Seaman, D
L. A. Waltz, D	L. A. Waltz, D
J. A. DeBlanc, D	J. A. DeBlanc, D
J. A. Hafer, D	J. A. Hafer, D
Chas. Kummel, D	Chas. Kummel, D
W. R. Bailey, D	W. R. Bailey, D
E. L. Sower, D	E. L. Sower, D
R. C. Elliot, D	R. C. Elliot, D
John Voorhies, D	John Voorhies, D
Ascension.	
G. H. Hill, R	G. H. Hill, R
Lewis Butler, R	Lewis Butler, R
Assomption	
Rosseley, R	Rosseley, R
F. H. Dugas, D	R. Poindexter, R
Avoyelles.	
A. D. Lafargue, D	A. D. Lafargue, D
John O. Quinn, D	L. J. Souer, R
Bienville.	
James Brice, D	Retiré à la Législature.
Booster.	
L. W. Baker, R	L. W. Baker, R
S. Thomas, R	S. Thomas, R
Baton Rouge. R.	
F. D. Triplett, R	F. D. Triplett, R
W. G. Lalie, R	W. G. Lalie, R
Jos. Wilson, R	Jos. Wilson, R
Baton Rouge. G.	
J. F. Woods, R	F. A. Woods, R
Caddo.	
A. D. Lane, D	A. B. Levisee, R
F. R. Vaughen, D	C. W. Keating, R
John J. Horan, D	T. Johnson, R
	Iberia.
W. F. Schwing, D	L. A. Smart, D
Jackson.	
E. E. Kidd, R	Whitefield Hood, D
Jefferson.	
	F. A. Hubsan, R
	C. W. Lowell, R
	J. F. Parker, R
Lafayette.	
M. T. Martin, D	M. T. Martin, D
Lafourche.	
	J. S. Billin, D
	T. J. Johnson, D
Livingston.	
G. D. Wells, D	G. D. Wells, D
Lincoln.	
	Sosborn Jones, D
Madison.	
Wm. Murrell, R	Wm. Murrell, R
Morehouse.	
F. M. Grant, R	F. M. Grant, R
Natchitoches.	
H. Raby, R	H. Raby, R
E. L. Pierson, R	E. L. Pierson, R
Ouachita.	
D. C. Hill, R	D. C. Hill, R
W. F. Southard, R	W. F. Southard, R
Plaquemines.	
A. Mion, R	A. Mion, R
Pointe Coupee.	
Emile Honore, R	Emile Honore, R
Milton Jones, R	Milton Jones, R
Rapides.	
John De Lacy, R	John De Lacy, R
Wm Crawford, R	Wm Crawford, R
Richland.	
R. F. Edwards, D	R. F. Edwards, D
Sabine.	
D. W. Self, D	D. W. Self, D
St Bernard.	
P. Guichard, R	P. Guichard, R
St Charles.	
M. Hahn, R	M. Hahn, R
St Jacques	
O. F. Hunsacker, R	O. F. Hunsacker, R
W. Dickerson, R	W. Dickerson, R
St Jean Baptiste	
Henry Demas, R	Henry Demas, R
St Helene.	
O. J. Collins, D	O. J. Collins, D
St Landry	
K. D. Estillette, D	K. D. Estillette, D
James Webb, D	James Webb, D
A. Larmandie, D	A. Larmandie, D
L. Valentine, D	L. Valentine, D
St Martin.	
Chas Dalhommier, D	Chas Dalhommier, D
Felix Voorhies, D	Felix Voorhies, D
Ste Marie.	
R. R. Piles, R	R. R. Piles, R
Isaac Sutton, R	Isaac Sutton, R
St Tammany	
A. J. Cousin, R	A. J. Cousin, R
Tensas	
J. S. Matthews, R	J. S. Matthews, R
Tangipahoa	
R. Edwards, D	R. Edwards, D
Terrebonne.	
F. Marie, R	F. Marie, R
E. R. Wright, R	E. R. Wright, R
Union	
W. F. Smith, D	W. F. Smith, D
Vermillion	
A. Nunez, D	A. Nunez, D
Vernon	
M. Mc Alpin, D	M. Mc Alpin, D
Washington.	
W. Mazee, D	W. Mazee, D
Webster	
W. W. Carlosa, D	W. W. Carlosa, D
Wilkinson	
	Refere à la Législature

Les sièges contestés.

Il y a 111 Représentants en tout à la Chambre de la Louisiane. Les conservateurs prétendent que, d'après les retours officiels, ils en ont élu 59, ce qui laisse 41 aux radicaux.

Le Bureau des retours a déclaré élus 53 Sénateurs conservateurs et 55 radicaux, ce qui fait 108, et a référé à la Chambre elle-même la décision pour cinq sièges.

Le compromis porte que les membres conservateurs reconnus par le Bureau des retours garderont leurs sièges et que l'arbitrage portera sur les 13 sièges dont 14 ont été accordés par le Bureau des retours à des radicaux et 5 ont été référés. Voici la liste des contestants pour ces dix-sept sièges.

REPRÉSENTANTS.

Conservateurs réclamants.	Radicaux déclarés élus par le Bureau.
Paroisse Assomption.	
R. R. Beasley.	George Drury.
F. H. Dugas.	R. Poindexter.
Avoyelles.	
John O Quinn	L. J. Souer.
	Caddo.
A. D Lane.	A. B. Levisee.
F. R. Vaughen	C. W. Keating.
John J. Horan.	T. Johnson.
	Iberia.
W. F. Schwing.	L. A. Smart.
Jackson.	
E. E. Kidd	Whitefield Hood.
	Rapides.
G. M. Stafford.	John de Lacy.
Jas. Jeffries.	Jos Counaughton.
R. L. Luckett.	Wm Crawford.
	St Tammany.
Maxime Cousin.	A. J. Cousin.
	Terrebonne.
W. H. Keys.	F. Marie.
L. McCullom.	F. R. Wright.
CES RÉFÉRÉS A LA CHAMBRE.	
	Bienville.
James Brice.	
	De Soto.
L. L. Scales.	
Charles Schuler.	
	Grant.
C. C. Dunn.	
	Winn.
J. A. Kelley.	

Les arbitres n'ont à prononcer sur aucune autre élection de représentants. Ils n'ont pu, conséquemment, enlever leurs sièges aux représentants de St Martin, MM. Dalhommes et Félix Voorhies, ni à aucun des conservateurs reconnus par le Bureau des Retours.

Les deux sièges sénatoriaux contestés ont donné les résultats suivants:

BUTTE-RAK DISTRICT.

	Retours officiels	Bureau des retours.
F. S. Goode D.	5077	4395
Oscar Crozier R.	4775	4441
VINGT-DEUXIÈME.		
J. B. Elam D.	3919	2178
H. M. Twitchell R.	2501	2275

Une dépêche dit que M. Goode, démocrate, est admis par les arbitres, mais que Elam est rejeté.

LA LOI NOUVELLE SUR LES IMPOTS.

Voici le texte de la nouvelle loi adoptée par le Congrès sur les impôts, avec les amendements qui y ont été introduits par la Chambre.

Article 1er.—A partir de la promulgation de la présente loi, il sera perçu sur les spiritueux distillés à l'avenir dans les Etats-Unis une taxe de quatre-vingt-dix cents par gallon contenant 50 degrés d'alcool, ou par gallon ordinaire si la liqueur contient moins de 50 degrés.

Cette taxe sera payée par le distillateur, le propriétaire ou le détenteur des spiritueux avant leur enlèvement de l'entrepôt attaché à chaque distillerie.

La partie de l'article 3,351 des *Revised Statutes* des Etats-Unis qui ne s'accorde pas avec la présente disposition est abrogée.

Article 2.—L'article 3,369 des *Revised Statutes* est modifié ainsi qu'il suit: enlever les mots "vingt cents la livre" et les remplacer par les mots "vingt-quatre cents la livre." En même temps, l'article 3,394 des *Revised Statutes* est amendé par la substitution du mot "42" au mot "cinq" partout où il se trouve et par la substitution du mot "soixante-quinze" au mot "soixante."

N. B.—Cette disposition fixe à 24 cents la livre l'impôt sur le tabac, à $2.25 par mille la taxe sur les cigares et à $13.75 par mille la taxe sur les cigarettes.

Toutefois l'accroissement d'impôt stipulé par le présent article ne s'appliquera pas au tabac, aux cigares ou aux cigarettes sur lesquelles la taxe fixée par la loi existante aura été payée au moment de la promulgation de la présente loi.

ARTICLE 3.—Il sera perçu sur les mélasses, les mélasses concentrées, les déchets de sucrerie, les sirops de jus de canne, les mélados et les mélasses classées d'après l'étalon hollandais de couleur, à leur importation des pays étrangers, un droit additionnel égal à vingt-cinq pour cent des droits qui sont maintenant imposés par l'article 2,504 des *Revised Statutes* sur les différentes classes d'articles désignés ci-dessus.

Le mélado concentré ou *concrete* sera à l'avenir classé comme sucre et paiera les droits suivant l'étalon hollandais de couleur, et le mélado sera défini comme un article obtenu pendant la fabrication du sucre, c'est-à-dire du jus de canne cuit jusqu'au point de devenir du sucre, mais contenant tout le sucre et toute la mélasse produits par l'ébullition, sans avoir été l'objet d'aucune clarification.

Tout produit de la canne à sucre importé dans des sacs, des nattes, des paniers et non dans des caisses ou barils sera considéré comme sucre et taxé en conséquence.

Il est pourvu en outre que le *drawback* sur le sucre raffiné destiné à l'exportation qui est autorisé par l'article 3,017 des *Revised Statutes*, sera diminué d'un pour cent seulement. Le montant de cette réduction sera retenu par les Etats-Unis.

Article 4.—Est abrogée la partie de l'article 2,503 des *Revised Statutes* qui porte que quatre-vingt-dix pour cent seulement des divers droits imposés sur certains articles d'importation par l'article 2,504 seront perçus. Les divers droits établis par le dit article 2,503 seront perçus sans réduction des dix pour cent dont il est parlé dans l'article 2,503.

ARTICLE 5.—L'accroissement de droits décrétés par la présente loi ne s'appliquera à aucune marchandise embarquée sur des navires et se trouvant en route pour les Etats-Unis à la date du 10 février 1875; il ne s'appliquera pas non plus aux marchandises en dépôt dans les entrepôts et les magasins publics à la date de l'adoption de cette loi.

ARTICLE 6.—Aucun des articles de la loi du 8 février 1875 ne sera interprété de manière à imposer un droit sur les étamines à bluter admises précédemment en franchise ou à exiger l'emploi de timbres mobiles sur les livrets de calmes d'épargne lors de l'enregistrement des sommes versées.

Taux du port de lettres, etc. pour les Etats-Unis.

Voici les taux du port des lettres, etc. pour les Etats-Unis.

N. B.—Tout ce que transporte la malle (excepté les journaux envoyés à des abonnés, d'un bureau de publication connu) doit être affranchi d'avance par des timbres.

Une lettre sur la quelle un port est payé en plein, mais sur laquelle un port additionnel peut être exigé, sera expédié lorsqu'elle aura été déposée à un bureau de poste, mais il sera dit sur la lettre que le destinataire devra être reçu sur livraison. Si le port n'est point payé ou si moins qu'un port plein est payé, la lettre sera envoyée au bureau où sont déposées les lettres non réclamées. Si, par inadvertance, elle arrive à destination, elle paiera, sur livraison, le double du port. "Un port plein signifie trois cents."

Dans les grandes villes, dans les districts qui touchent à de grands centres de population et ayant deux (ou davantage) bureaux de poste à une distance de trois milles, l'un de l'autre, toute lettre déposée à l'un de ces bureaux et adressée à une localité dans les limites de livraison d'un autre de ces bureaux, laquelle lettre aura été affranchie par inadvertance par le traitement du port local seulement, pourra être expédié, mais le reste du port devra être perçu sur livraison.

Si des articles qui doivent payer différents taux de port sont envoyés dans un seul paquet, le taux le plus élevé devra être payé sur tout le paquet, mais deux (ou davantage) différents articles devant payer le même part peuvent être envoyés dans le même paquet sur paiement de ce taux sur le paquet entier.

Les articles suivants sont exclus de la malle: les liquides, les poisons, le verre, les matières explosives; les livres, les brochures, les tableaux et autres publications obscènes ou indécentes; toutes lettres sur les enveloppes desquelles et toutes les cartes postales sur lesquelles des épithètes grossières sont écrites, imprimées ou gravées, sur lesquelles des devises dégoûtantes sont imprimées ou gravées; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détruire, déligurer ou mutiler le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ni de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

Première classe.

Sur les lettres, les paquets cachetés, écritures ou écritures partielles (excepté les manuscrits de livres et les épreuves corrigées passant des auteurs aux éditeurs et excepté les lettres locales); sur toutes les imprimés marqués de manière à donner des informations autres que celles données par le imprimés primitifs, excepté la correction d'erreurs typographiques; sur toutes choses ne devant pas payer le port de lettres mais qui sont enveloppées ou attachées de telle sorte que les maîtres de poste ne peuvent les examiner sans en détruire l'enveloppe; sur tous les journaux, magazines et revues envoyés, par les éditeurs aux abonnés et remportant quoique ce soit autre que des supplements bona fide, des comptes ou des reçus d'abonnement; sur tous les paquets ne devant pas payer de port mais dans lesquels sont cachés des lettres, &c., qui doivent payer le port—3 cents pour chaque demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les lettres locales déposées à des bureaux où la livraison est gratuite, par des porteurs, n'est pas établie, un cent par demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Deuxième classe.

N. B.—Cette classe comprend tous les journaux, magazine et revue imprimés et émis à des époques annoncées, d'un bureau de publication connu, adressés à des abonnés réguliers.

Affranchissement.

Sec. 35. Qu'à partir du 1er janvier 1875 sur tous les journaux et publications périodiques expédiés, par la malle, d'un bureau connu par d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit: sur les journaux et les publications périodiques paraissant toutes les semaines et plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre: moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pourvu que rien dans la présente loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 99 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au département du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875, sur réception, de ces journaux et publications périodiques, au bureau de poste, ils seront passés insensible et le port en sera payé par un timbre spécial adhérent qui sera lourni par le maître de poste-général, lequel timbre sera apposé au dit paquet ou au sac qui le contiendra, ou sur un mémorandum constatant le dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste général.

Sec. 7. Que les journaux dont un exemplaire à chaque abonné résidant dans les limites du comté ou le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de porteurs de lettres ni ne seront distribués par les porteurs, à moins de paiement de port ainsi que l'exige la loi.

Troisième classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder cent que prescrit la loi, (c'est-à-dire, quatre livres.) Les paquets pesant plus que le poids prescrit ne passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magazins passagers; les petites affiches, les circulaires, les feuilles de musique, les estampes non cachetées, les prospectus, les manuscrits de livres et les épreuves, les cartes imprimées, les chappes, les lithographiées, les impressions, les lithographies chromo, les gravures, les semences, les boutures, les bulbes, les racines—1 cent pour chaque deux onces ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre livres.

Sur les livres—1 cent pour chaque deux onces ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les circulaires non cachetées, les journaux passagers ou adressés à des abonnés réguliers—excepté les journaux hebdomadaires, qui peuvent être livrés aux abonnés sur paiement, d'avance, de deux trimestres réguliers, et sur les publications périodiques dont le poids n'excède pas deux onces quand ces journaux, etc., sont déposés à un bureau de postes—de lettres pour livraison par le bureau ou par porteurs—1 cent chacun.

Sur les publications périodiques dedeux livres, quand elles sont déposées à un bureau de porteurs de lettres pour livraison par le bureau ou par des porteurs: 2 cents chacun.

SPECTACLES, BALS, &c.

Théâtre St-Charles.

Soirée d'Abonnés !!!

EMILIE SOLDENE.

Mercredi et Jeudi,

Le grand triomphe,

MME L'ARCHIDUC.

VENDREDI — Soirées de SOLDENE.

(Dernière soirée de la saison)

La Grande Duchesse.

SAMEDI — Matinée d'adieu.

MADAME L'ARCHIDUC.

14 avril—

Exposition Hall.

JEUDI SOIR, 15 avril.

EMILIE SOLDENE.

GRANDE RÉCEPTION

ET

BAL DE Mme ANGOT,

20—LES LANCIERS, de Madame Angot, conduit par EMILIE SOLDENE et Mademoiselle

Clara Vesay,	Travers,
Lizzie Bolson,	Lotton,
Williams,	Roberts,
N. Brooks,	St Clair,
Clara Gray.	Beaumont.

Wright.

30—VALSE—Tournez Tournez

Mademoiselle Soldene

et toute la Compagnie.

40—QUADRILLE Les Conspirateurs

50—OUVERTURE DU BAL MASQUÉ.

L'orchestre de 30 musiciens sous la conduite du Professeur

LOUIS MAYER.

Billets d'entrée :

Un Cavalier et sa Dame..... $3.

Billet de Dame seule..... 1.

On peut se procurer des billets à l'Hôtel St-Charles, à l'Hôtel St-James et au magasin de musique de M. Pile, rue du Canal et le soir du Bal — à la Salle de l'Exposition.

11 avril—

L'Union Française,

BUREAUX, RUE ST-LOUIS, No. 9.

Le public est informé que l'Union Française tient à sa disposition des contribuables et propriétaires généralement, des livres sont ouverts pour recevoir les déclarations des contribuables des paroisses dépendant de cette compagnie. Un comité sera présent à ces bureaux au siège de la société les Lundi, Mercredi et Vendredi soir de 7 heures.

11juin—1an Président,

L. BRETON.

Taxes de ville de 1875.

Département des Finances,
Hôtel de ville, No. Orléans, 15 mars 1875.

Les comptes de taxes de 1875 sont prêts à être délivrés à ce bureau. Il sera accordé aux contribuables pour un prompt paiement:

Quatre pour cent d'escompte de cette date au 25 mars inclusivement.

Trois pour cent du 26 au 31 mars 1875, inclusivement.

Deux pour cent du 1er au 30 avril 1875, inclusivement.

ED. FILSBURY,
Receveur-en-chef. Administrateur.

Magasin Pontchartrain d'articles à bon marché.

Le Pontchartrain Cheap Store.

Tenu par

J. A LACROIX,

Au coin des rues François et Victoria.

Où l'on trouve toujours chez moi, un assortiment complet d'articles de première ordre offerts à des prix qui défient la concurrence.

Les acheteurs sont priés de venir examiner mon stock avant de faire leurs achats ailleurs.

21 fév—1an

Devise ou Devise ou !

Ventes rapides et légers bénéfices.

Guérison gratuite des crises!!!

TOUTE personne affectée de crises est priée de s'adresser au Dr ERICK, qui lui enverra une bouteille de son remède, par express.

GRATIS !!!

Les seuls frais sont ceux de l'express, lorsque vu l'étendue de mes affaires, ce moment j'aurai de l'étude

Les crises en l'épilepsie

depuis nombre d'années, il garantit que ses remède opérera une guerison.

Ne manquez pas de lui demander une bouteille, elle ne vous coûtera rien

Et vous Guérira.

quoique opiniâtre que soit le mal, quel que soit le nombre de remèdes que vous ayez essayés en vain.

Il en voie les circulaires et les témoignages

Avec la bouteille.

Donnez votre adresse votre bureau de poste, et

Adressez votre demande au

Dr. CHAS T. PRICK,
67 William street, New York.

20 fév—1an

Avez-vous besoin d'argent ?

ADRESSEZ-VOUS à Photographe Dauphine et seconde main, lois que meubles, effets d'objets de chemins et de femmes, livres français, anglais, espagnols, etc.

Abonnement au cabinet de lecture, $1. par mois. On se rend à domicile. Retire France.

16 fév—1an (12) BRION
coin Dauphine et St. Louis.

Somnambule.

LE PROFESSEUR LENORMAND, de retour de Paris, peut être consulté à la Nouvelle-Orléans comme somnambule, spiritualiste et médecin et en affaires. Il vous dira la meilleure place où vous serez le plus chanceux dans vos affaires, et il donnera des avis sur tout ce qui a rapport à votre bonheur. Il vous dira le passé, le présent et le futur; et la destinée de chacun. Par sympathie il peut guérir des cas de famille, et les maladies incurables ou abandonnées par les docteurs comme maladies de cœur, maladie secrète, douleurs et rhumatismes &c. Il importe à la meilleures médecines de France. Adresse, 113 rue St. Philippe, entre Dauphine et Bourbon. Consultations gratuites pour les pauvres, en médecine, de 9 à 3 heures.

8mars—1an

Une nouvelle industrie louisianaise

SOUS le titre ci-dessus, il a paru dans le 7 mars de ce mois un article auquel je crois devoir donner quelques explications à mes amis et au public en général, qui veut prendre des actions dans la nouvelle compagnie.

On a invoqué dans l'intérêt pour du lager beer trouvé ici, qu'il aurait été créé à Paris, nous sommes placés sous sa dépendance et nous l'exposons au même titre à nos consommateurs pour fabriquer dans notre établissement ce lager beer. Nous pouvons en faire et d'aussi bonne qualité et à meilleur marché. Je ne dirai pas que je ne le fabrique et garder notre argent; c'est ce que je fais depuis de faire. Possédant une brasserie en pleine opération, munie de tous les appareils nécessaires à la fabrication du lager beer, je désire faire connaître à la Nouvelle-Orléans pour exploiter la Brasserie du Vieux Canal qui n'est plus d'une année à par actions. Nous demandons que cinquante mille dollars aurons des actions. Je réunirai les actionnaires pour d'elle estimer la brasserie occupant l'espace de deux terrains et je garderai comme ma part du stock le montant de la valeur estimative qui excèdera les cinquante mille piastres et d'abord les terrains et les bâtisses seront convenant car il a été démontré que la bière pour être fabriquée et, en outre il ne sera exigé aucun paiement avant que tout le stock n'ait été souscrit. Je donnerai avec plaisir toute autre information désirée à mon bureau, rue Dryade et Toulouse, où l'on peut venir examiner la Brasserie.

12mars—1m GEORGE MERZ

J. DESCA,

ANCIENNE MAISON L. MOULOR

No. 53.. RUE VIEILLE-LEVEE...No. 53

(Succursale Bienville)

Manufacture à vapeur de :

TABACS A FUMER ET A PRISER,

Et Importateur de

CIGARES DE LA HAVANE, TABACS A CHIQUER, PIPES &c.

12 déc—1an Nouvelle-Orléans

Compagnie d'Ardoises Chapman.

CHARLES CHAPMAN, en Pres.t

Fabrique d'ardoises à toits, de première qualité, Ubemidos, Lisbonne, Allège de toutères, Dalles, &c.

J. BRANDIN FILS, Agent.

Chantier au No 259 de la rue des Remparts, 3e. District.

Les ardoises que fabrique cette compagnie sont garanties; elles ne se fêtriront ni ne décoloreront et ne se décomposent pas; elles égalent, sous tous les rapports, les meilleures ardoises anglaises de notre marché et se recommandent par leur élégantin. L'attention des couvreurs, entrepreneurs et autres est appelée sur la qualité que offrent ces